

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202981]

5 MAI 2022. — Décret relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Création du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap*

Art. 2. Il est institué un Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, ci-après dénommé « le Conseil ».

L'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles, ci-après dénommée « l'AViQ », assure la fonction de support du Conseil, qui comprend au moins un secrétariat, un support juridique, une veille stratégique et des études.

Section 1^{re}. — Missions

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil a pour principale mission d'assurer une représentation des personnes en situation de handicap dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques qui les concernent.

§ 2. Le Gouvernement wallon sollicite l'avis du Conseil sur les avant-projets de décret et projets d'arrêtés ayant une portée réglementaire relatifs à la politique des personnes en situation de handicap, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. Le Conseil peut remettre des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement wallon, sur les avant-projets de décret et projets d'arrêtés ayant une portée réglementaire qui ont un impact sur la vie des personnes en situation de handicap et qui relèvent des compétences régionales autres que la politique des personnes en situation de handicap visée au paragraphe 2, en ce compris les compétences exercées par la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution. Ces avis visent principalement à assurer la prise en compte de la dimension du handicap dans ces avant-projets ou projets.

Les avant-projets de décret et projets d'arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par le Gouvernement wallon au plus tard lors de leur adoption en première lecture.

§ 4. Le Conseil peut réaliser des études, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement wallon, sur des matières liées au handicap relevant des compétences régionales, en ce compris les compétences exercées par la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Section 2. — Composition

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil est composé de quinze membres ayant une expertise en raison de leur participation aux activités d'organisations s'intéressant aux personnes en situation de handicap ou de leurs activités sociales ou scientifiques. Au moins douze membres sont reconnus, en vertu de l'article 321 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, en qualité de représentants des associations représentatives des personnes handicapées ou de leur famille, à condition de ne pas avoir également pour objet la défense ou la représentation de services, d'institutions ou de centres agréés ou subventionnés par le Gouvernement wallon au titre de la politique d'intégration des personnes en situation de handicap.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant est désigné.

§ 2. Chaque ministre du Gouvernement wallon désigne un représentant auprès de ce Conseil.

Un représentant du Conseil supérieur national des personnes handicapées est invité à assister aux réunions du Conseil.

Un représentant de l'AViQ est invité à assister aux réunions du Conseil.

§ 3. Le Conseil peut faire appel à des experts et à des institutions, tant nationales que celles relevant des Communautés ainsi qu'aux conseils consultatifs relevant des autres entités fédérées.

Art. 5. Les membres effectifs et suppléants du Conseil visés à l'article 4 sont désignés par le Gouvernement wallon, après un appel public à candidatures publié au *Moniteur belge*. Leur mandat a une durée de cinq ans et est renouvelable.

En cas de vacance, le remplaçant achève le mandat du membre remplacé.

Le Gouvernement wallon désigne le président et deux vice-présidents parmi les membres effectifs. Deux de ces trois membres au maximum peuvent être du même sexe.

Leur mandat prend fin avec leur mandat de membre du Conseil.

Le secrétaire ou les secrétaires sont désignés parmi les agents relevant de l'AViQ et par celle-ci.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon ou son délégué. Le président et les deux vice-présidents du Conseil constituent le bureau.

Le Conseil se réunit à la demande du Gouvernement wallon ou d'un de ses Ministres, à l'initiative de son président ou à la requête écrite et motivée de quatre membres au moins.

Il peut constituer des groupes de travail.

Seuls les membres visés à l'article 4, § 1^{er}, et leurs suppléants ont voix délibérative.

§ 2. Ses avis sont communiqués au Gouvernement wallon et à l'AViQ dans un délai de quarante jours calendrier ou cinq jours ouvrables dans des cas urgents à motiver à compter de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

A défaut d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement wallon peut passer outre cette consultation.

Art. 7. Les membres visés à l'article 4, § 1^{er}, le représentant visé à l'article 4, § 2, ainsi que les experts et représentants visés à l'article 4, § 3, peuvent obtenir le remboursement des frais de parcours prévus par la réglementation applicable aux frais de parcours octroyés aux membres des organes de l'AViQ.

Art. 8. Les dépenses occasionnées pour le fonctionnement du Conseil sont mises à charge du budget de l'AViQ.

CHAPITRE 3. — *Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 9. Dans l'article 321, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « - ne pas être un service, une institution ou un centre agréé ou subventionné par le Gouvernement au titre de la politique d'intégration des personnes handicapées. » sont abrogés.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 mai 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 901 (2021-2022) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 4 mai 2022.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/202981]

5 MEI 2022. — Decreet betreffende de "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met en handicap) (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Oprichting van de "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met en handicap)*

Art. 2. Er wordt een "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met een handicap) opgericht, hierna "de Raad" genoemd.

Het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waalse Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), hierna "AViQ" genoemd, vervult de ondersteunende functie van de Raad, die ten minste een secretariaat, juridische ondersteuning, strategische opvolging en studies omvat.

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 3. § 1. De belangrijkste opdracht van de Raad is ervoor te zorgen dat mensen met een handicap vertegenwoordigd zijn bij de ontwikkeling en uitvoering van het beleid dat hen aangaat.

§ 3. De Raad kan op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Regering advies uitbrengen over voorontwerpen van decreet en ontwerpbesluiten met regelgevende draagwijdte die een weerslag hebben op het leven van personen met een handicap en die vallen onder andere gewestelijke bevoegdheden dan het beleid voor personen met een handicap bedoeld in paragraaf 2, met inbegrip van de bevoegdheden die het Waals Gewest uitoefent krachtens

artikel 138 van de Grondwet. Het voornaamste doel van deze adviezen is ervoor te zorgen dat in deze voorontwerpen of projecten rekening wordt gehouden met de gehandicaptenproblematiek.

De in lid 1 bedoelde voorontwerpen van decreet en ontwerpbesluiten worden door de Waalse Regering toegezonden uiterlijk bij de aanneming ervan in eerste lezing.

§ 4. De Raad kan op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Regering studies uitvoeren over aangelegenheden in verband met handicaps die onder de regionale bevoegdheden vallen, met inbegrip van de bevoegdheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet door het Waals Gewest worden uitgeoefend.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 4. § 1. De Raad bestaat uit vijftien leden die over expertise beschikken vanwege hun betrokkenheid bij de activiteiten van organisaties die zich bezighouden met personen met een handicap of met hun sociale of wetenschappelijke activiteiten. Ten minste twaalf leden worden overeenkomstig artikel 321 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid erkend als vertegenwoordigers van verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen, op voorwaarde dat zij niet tevens tot doel hebben diensten, instellingen of centra te verdedigen of te vertegenwoordigen die door de Waalse Regering zijn erkend of gesubsidieerd in het kader van het beleid inzake integratie van personen met een handicap.

Voor ieder gewoon lid als bedoeld in lid 1 wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

§ 2. Elke Minister van de Waalse Regering wijst een vertegenwoordiger in deze Raad aan.

Een vertegenwoordiger van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap wordt uitgenodigd om de zittingen van de Raad bij te wonen.

Een vertegenwoordiger van het AViQ wordt uitgenodigd om de zittingen van de Raad bij te wonen.

§ 1. De Raad kan een beroep doen op deskundigen en instellingen, zowel nationale als die van de Gemeenschappen, alsook op de adviesraden van de andere deelentiteiten.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde gewone en plaatsvervangende leden van de Raad worden aangewezen door de Waalse Regering, na een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte openbare oproep tot kandidaatstelling. Hun mandaat duurt vijf jaar en is hernieuwbaar.

In geval van een vacature voltooit de vervanger de mandaatperiode van het vervangen lid.

De Regering wijst de voorzitter en twee ondervoorzitters aan onder de gewone leden. Niet meer dan twee van deze drie leden mogen van hetzelfde geslacht zijn.

Hun mandaat eindigt met hun mandaat als lid van de Raad.

De secretaris of secretarissen worden aangewezen uit het personeel van het AViQ en door het AViQ.

Afdeling 3. — Werking

Art. 6. § 1. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat hij ter goedkeuring voorlegt aan de Waalse Regering of aan haar afgevaardigde. De voorzitter en de twee ondervoorzitters van de Raad vormen het bureau

De Raad komt bijeen op verzoek van de Waalse Regering of van één van haar ministers, op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijk en met redenen omkleed verzoek van ten minste vier leden.

Hij kan werkgroepen oprichten.

Alleen de in artikel 4, § 1 bedoelde leden en hun plaatsvervangers hebben stemrecht.

§ 2. Haar adviezen worden aan de Waalse Regering en aan het AViQ meegedeeld binnen een termijn van veertig kalenderdagen of vijf werkdagen in te rechtvaardigen dringende gevallen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het volledige aanvraagdossier.

Bij gebreke van een advies binnen de in lid 1 vermelde termijnen, kan de Waalse Regering deze raadpleging naast zich neerleggen.

Art. 7. De leden bedoeld in artikel 4, § 1, de vertegenwoordiger bedoeld in artikel 4, § 2, tweede lid, en de deskundigen en vertegenwoordigers bedoeld in artikel 4, § 3, kunnen de reiskosten vergoed krijgen die voorzien zijn in de regeling betreffende de reiskosten van de leden van de organen van het AViQ.

Art. 8. De uitgaven voor de werking van de Raad komen ten laste van het AViQ-budget.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 9. In artikel 321, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden de woorden "geen dienst, instelling noch een erkend of gesubsidieerd centrum van de Regering als beleid tot integratie van de gehandicapte personen zijn" opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 mei 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022

Stukken van het Waalse Parlement 901 (2021-2022) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 4 mei 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202978]

5 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil de suivi financier et budgétaire du FOREM

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, tel que modifié;

Vu le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, articles 34 à 40;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil de suivi financier et budgétaire du FOREM, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre des Centres de compétences et la Ministre de l'Emploi et de la Formation sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

ANNEXE

Règlement d'ordre intérieur du Conseil de suivi financier et budgétaire du FOREM

CHAPITRE 1^{er}. — Des convocations

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Président convoque les membres du Conseil ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative, et éventuellement, d'autres personnes dont la compétence technique est requise par l'un des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil.

Le Conseil fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées lorsque le Président le juge utile ou à la demande :

1° d'au moins cinq membres effectifs du Conseil;

2° de l'Administratrice générale;

3° du Gouvernement, par la voix d'un de ses commissaires, de la Ministre de tutelle ou du Gouvernement lui-même.

Les demandes de convocation doivent être adressées par écrit au Président ou introduites au cours d'une réunion du Conseil. Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le Président fixe l'heure et la date de la séance extraordinaire, après consultation de l'Administratrice générale, de l'administratrice générale adjointe et des directeurs généraux, endéans les quinze jours de la demande, à moins que le ou les demandeurs marquent leur accord sur une date ultérieure.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres effectifs et suppléants. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au secrétariat du Conseil. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour.